

FRANCE INVEST À LYON

# Le capital-investissement en région Auvergne- Rhône-Alpes

Lyon – Lundi 18 novembre 2024



LYON



# Chiffres clés

---

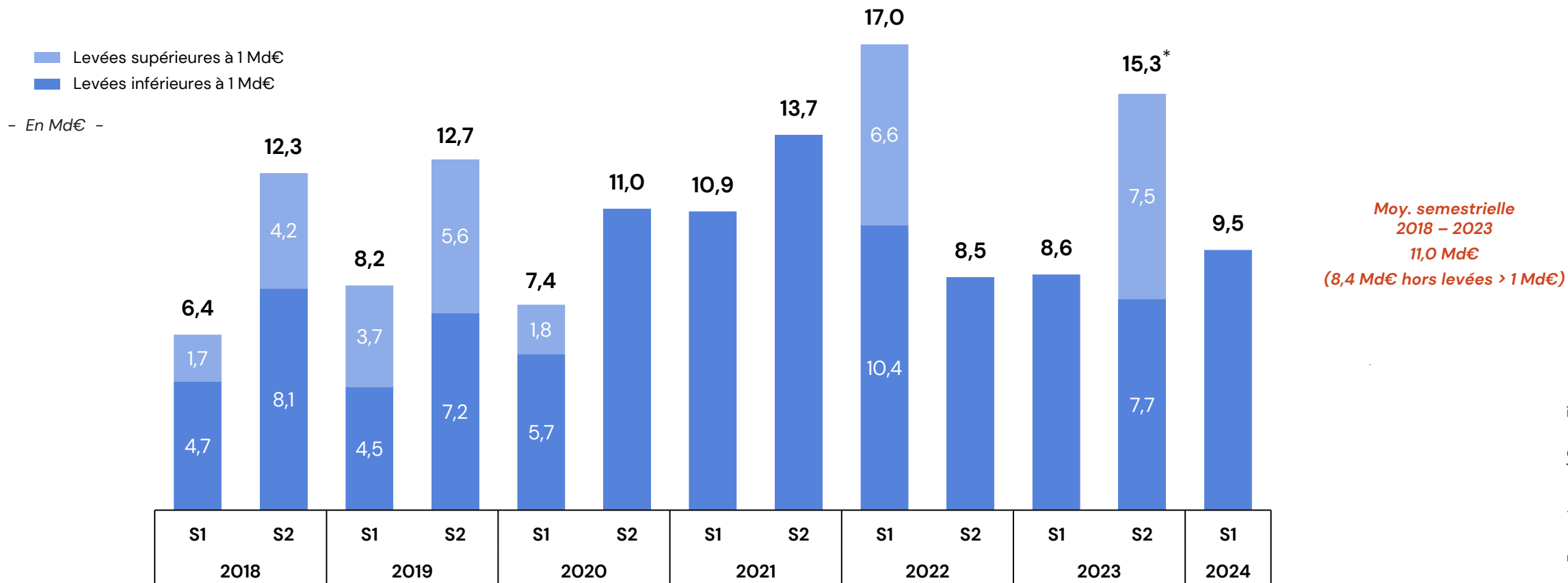
du capital-investissement  
français





# Evolution des levées de capitaux par semestre

En l'absence de levées de grande taille au 1<sup>er</sup> semestre 2024, les levées de capitaux se stabilisent et reprennent légèrement (9,5 Mds€ levés vs. 8,4 Mds€ en moyenne semestrielle depuis 2018, hors levées supérieures à 1 Md€).



Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année.

Le montant des levées du 2<sup>e</sup> semestre 2023 est différent du chiffre publié en mars 2024 du fait du rajout d'une levée de taille importante qui n'avait pas été communiquée au semestre précédent

Source : France Invest / Grant Thornton



# Répartition des levées par souscripteurs

Les engagements des fonds de fonds et des assureurs sont en progression au S1 2024 (+61 % et +31 % vs. S1 2023). Les personnes physiques et les *family offices* ont diminué leurs allocations mais restent toutefois la 2<sup>e</sup> catégorie de souscripteurs (20 % des engagements).

Enfin, il est à noter que la progression du secteur s'explique en partie par de la gestion pour compte propre exceptionnelle.

TOTAL		MONTANTS LEVÉS * EN M€ - EN %		VARIATION S1 2024 VS S1 2023	POIDS MOYEN EUROPÉEN 2018-2023
<b>CAPITAL-INVESTISSEMENT</b>		<b>9 469 M€</b>	■ France    ■ Étranger		
FONDS DE FONDS - AUTRES GESTIONNAIRES D'ACTIFS		2 784 M€ (29 %)		+ 61 %	19 %
PERSONNES PHYSIQUES - FAMILY OFFICES		1 906 M€ (20 %)		- 13 %	14 %
COMPAGNIES D'ASSURANCE - MUTUELLES		1 306 M€ (14 %)		+ 31 %	10 %
SECTEUR PUBLIC		1 108 M€ (12 %)		+ 77 %	7 %
INDUSTRIELS		1 015 M€ (11 %)		+ 0 %	4 %
BANQUES		689 M€ (7 %)		- 7 %	5 %
CAISSES DE RETRAITE - FONDS DE PENSION		393 M€ (4 %)		- 53 %	26 %
FONDS SOUVERAINS		217 M€ (2 %)		- 12 %	11 %

Voir page suivante pour plus de détail sur les levées auprès des particuliers.

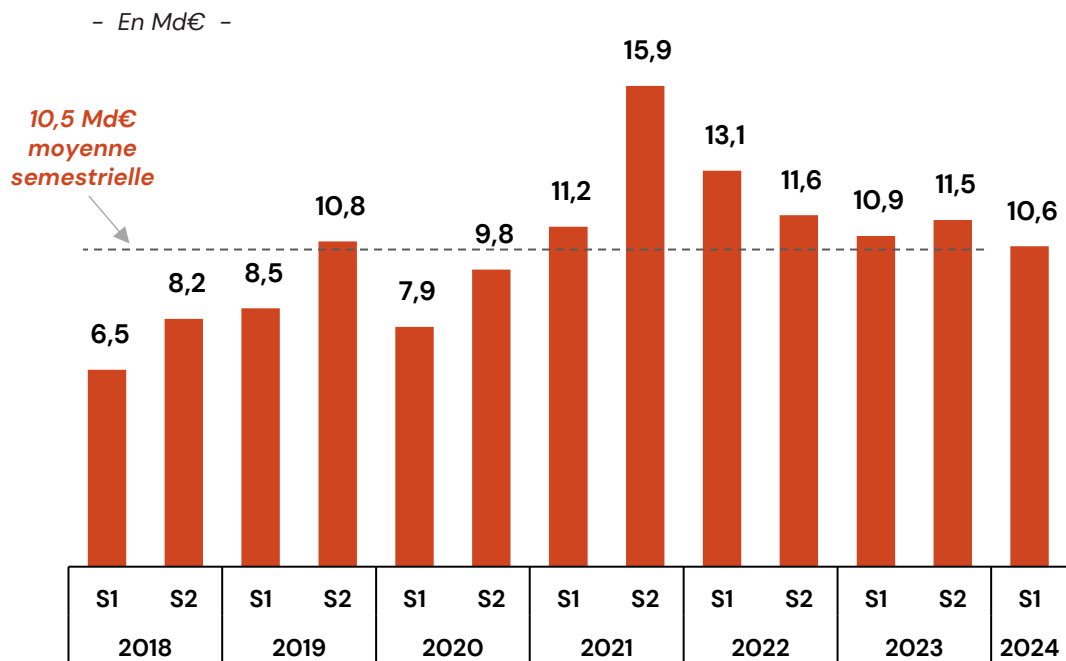
\* Ne sont pas représentées les levées auprès de la catégorie « Autres » (49 M€).  
Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année ou le semestre.



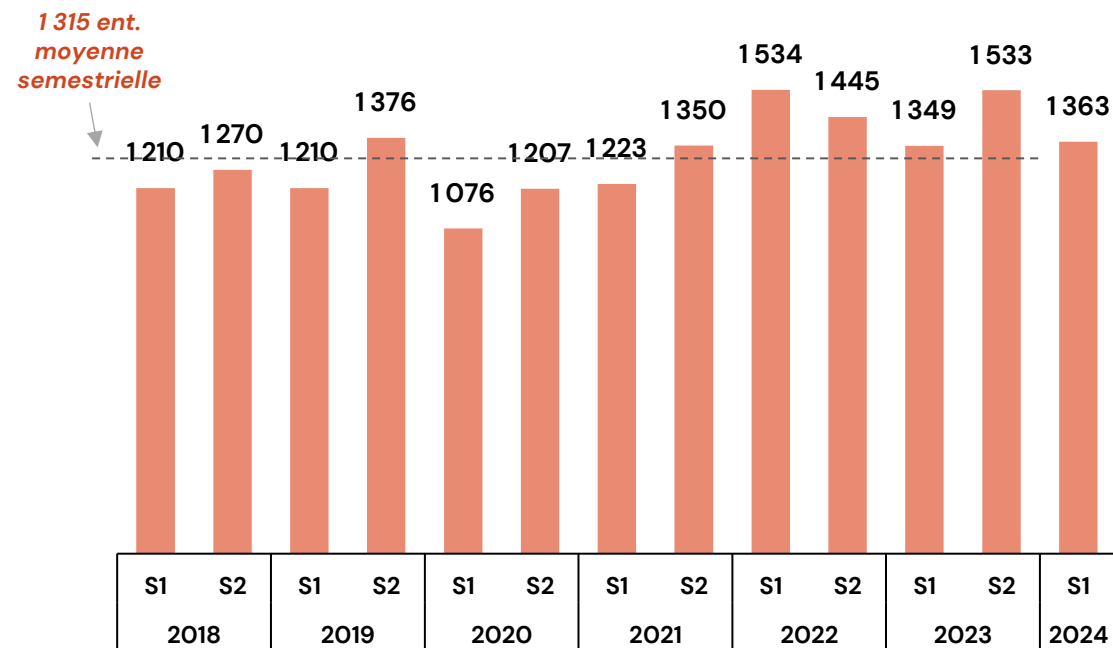
# Évolution des investissements par semestre

L'activité reste stable par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2023 et soutenue, à un niveau légèrement supérieur à la moyenne historique en montants investis et en nombre : 10,6 Md€ investis dans 1 363 entreprises vs. 10,5 Md€ dans 1 315 entreprises en moyenne semestrielle sur la période 2018-2023.

### En montants investis (Md€)



### En nombre d'entreprises

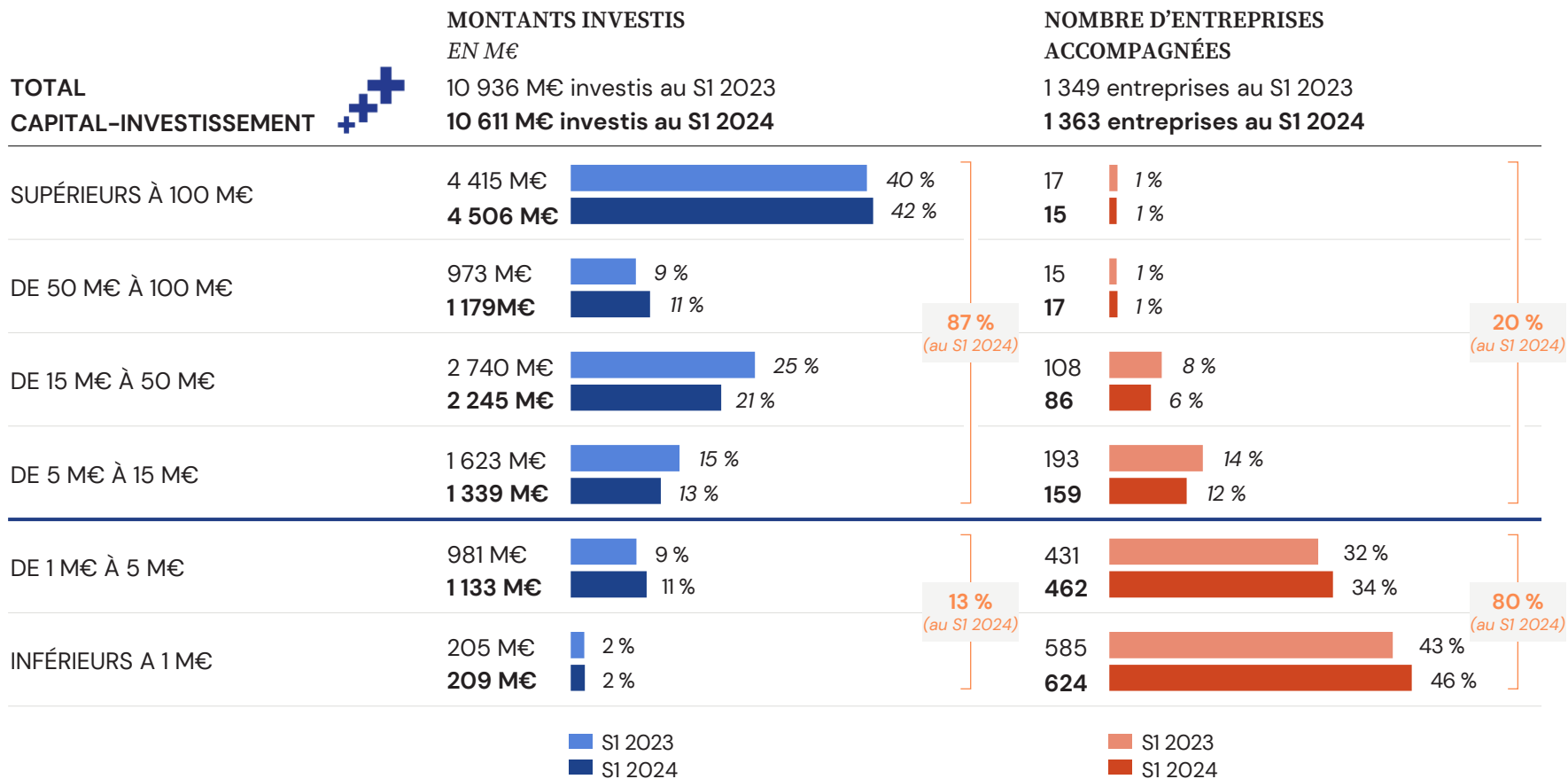




# Répartition par taille de tickets

En lien avec un contexte d'attente au 1<sup>er</sup> semestre 2024 et une activité surtout tournée vers des réinvestissements dans des entreprises en portefeuille (notamment pour des *build-up*), les investissements de taille inférieure à 5 M€ restent soutenus alors que les tickets d'investissements entre 5 et 50 M€ diminuent, en montants et en nombre.








Les opérations de taille importante (supérieures à 50 M€) se maintiennent par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2023.





# Répartition sectorielle des investissements

Forte hausse des investissements en montants et en nombre dans le secteur de l'industrie. Les investissements dans le numérique et la santé restent dynamiques.

TOTAL CAPITAL-INVESTISSEMENT		MONTANTS INVESTIS EN M€ 10 611 M€ au S1 2024	NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES 1 363 entreprises au S1 2024
BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS		2 883 M€ <b>27 %</b>	336
NUMÉRIQUE		2 212 M€ <b>21 %</b>	339
MÉDICAL   PHARMA & BIOTECHNOLOGIES		2 012 M€ <b>19 %</b>	228
BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION		1 727 M€ <b>16 %</b>	251
TÉLÉCOMMUNICATIONS & COMMUNICATIONS		962 M€ <b>9 %</b>	35
AUTRES SECTEURS		816 M€ <b>8 %</b>	174

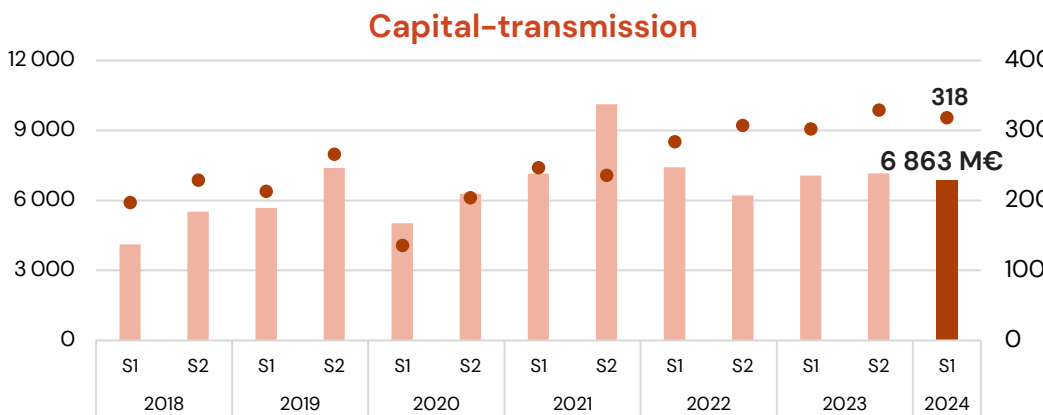
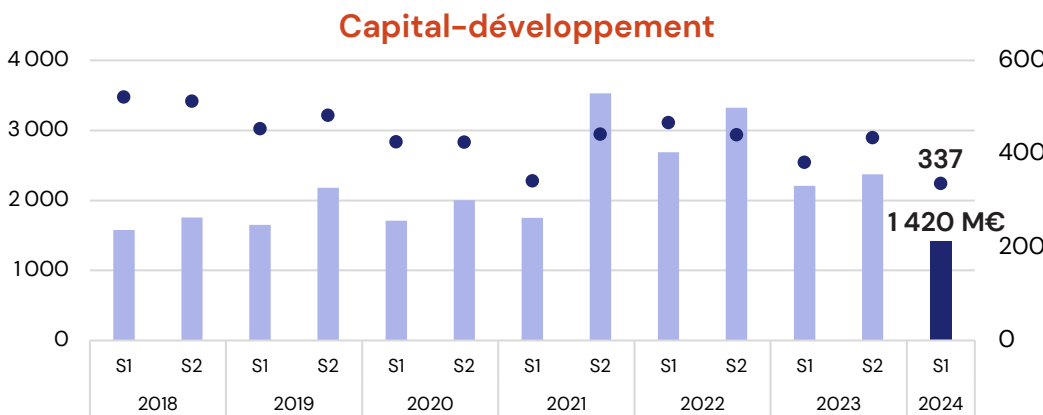
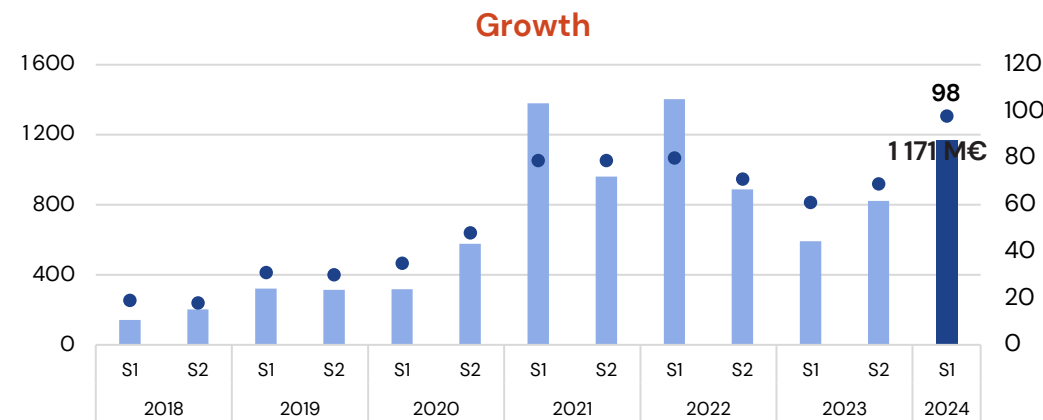
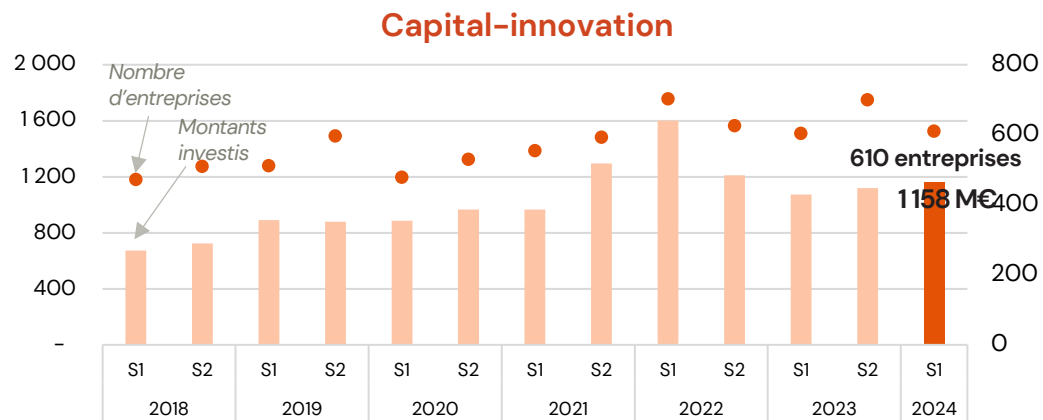




# Historique des investissements par segment

L'activité du capital-innovation reste soutenue, malgré une baisse du nombre d'opérations d'ouverture de capital. Le segment du *growth* est porté par un investissement de grande taille. Mise à part cette opération, le marché reste stable.

L'activité du capital-développement ralentit en lien avec la baisse du nombre de transactions primaires. Enfin, le segment du capital-transmission se maintient également sur un « plateau » observé depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2022.



Source : France Invest / Grant Thornton



# Les entreprises en portefeuille du capital-investissement français

**Plus de 10 000 entreprises  
accompagnées par le capital-  
investissement français à fin 2022**

**34 % en Venture & Growth  
44 % en capital-développement  
22 % en capital-transmission**

**Plus de 3/4  
sont des PME**

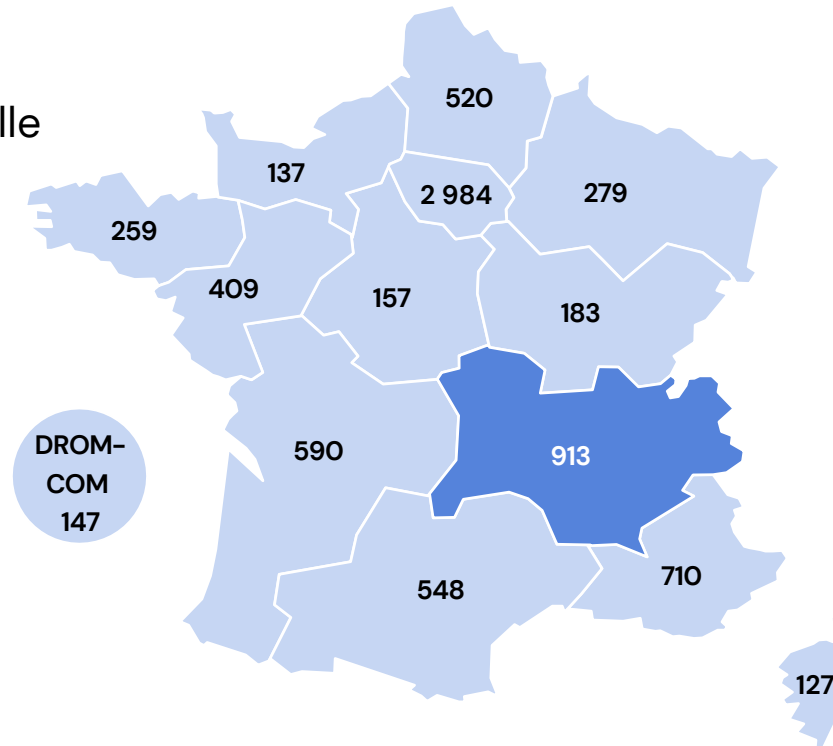
**80% des entreprises  
sont basées en France**

# Entreprises en portefeuille par région\*

La région Auvergne-Rhône-Alpes concentre 11 % du nombre total d'entreprises françaises accompagnées par le capital- investissement français à fin 2022.

**31/12/2022**

7 963 entreprises françaises en portefeuille



\* Chaque entreprise est affectée à la région de son siège social

# Création de valeur dans les PME et ETI accompagnées par les acteurs français du capital-investissement

L'étude réalisée par France Invest et EY est réalisée sur un échantillon d'opérations qui respectent les critères suivants:

- Entreprises françaises, initialement investies en capital-transmission,
- cédées totalement entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2022,
- et présentant au moment de la cession un chiffre d'affaires compris entre 20 M€ et 500 M€.
- Sélection des seules opérations pour lesquelles le membre de France Invest identifié, seul ou leader d'un pool financier, disposait de la majorité du capital ou, a minima, d'une minorité de blocage.

Les slides qui suivront présentent un focus sur les entreprises réalisant un chiffre d'affaires compris entre 20 M€ et 50 M€ au moment de leur cession, afin de donner une image plus représentative de l'activité des acteurs régionaux du capital-investissement.



# L'investissement en capital

---

en région Auvergne-Rhône-  
Alpes au S1 2024





# Répartition régionale des investissements\*

1 063 M€ investis dans 120 entreprises en région Auvergne-Rhône-Alpes au S1 2024.



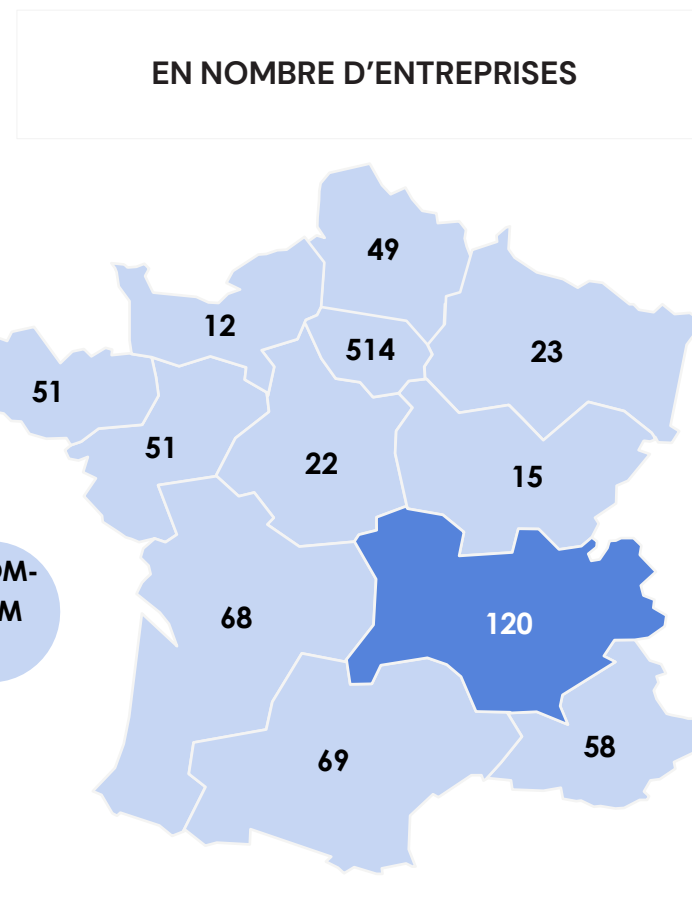
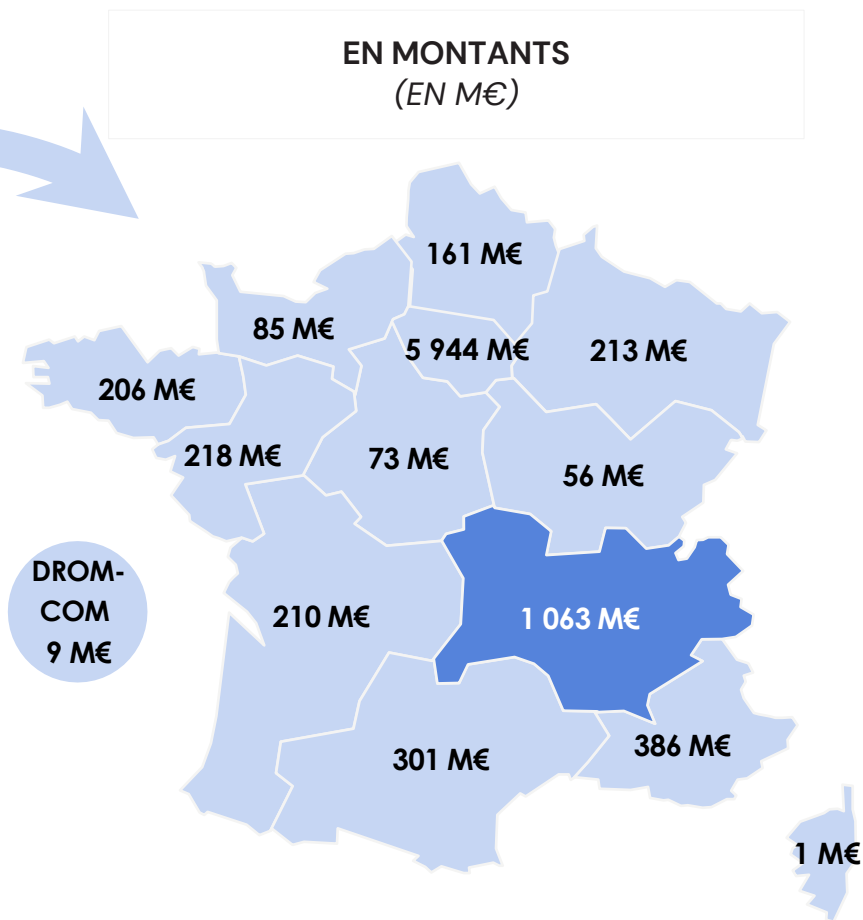
**FRANCE**  
8 927 M€  
1 066 entreprises



**EUROPE**  
1 212 M€  
207 entreprises



**MONDE**  
472 M€  
90 entreprises



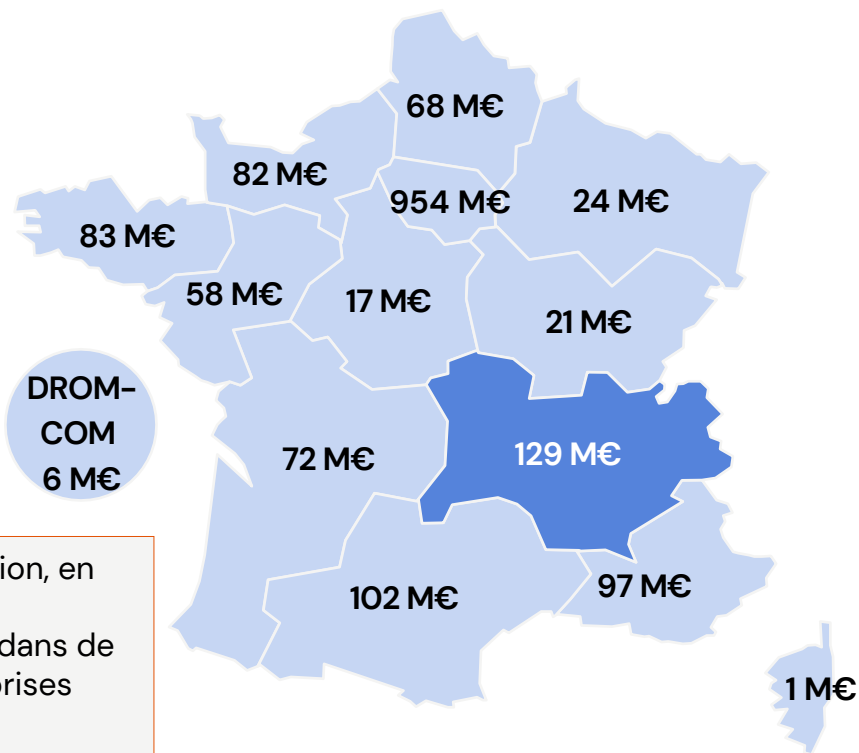
\* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise

# Répartition régionale des transactions primaires au S1 2024\*

1 717 M€ investis dans de nouvelles entreprises en France au S1 2024 par le capital-investissement\*

286 nouvelles entreprises accompagnées en France au S1 2024 par le capital-investissement\*

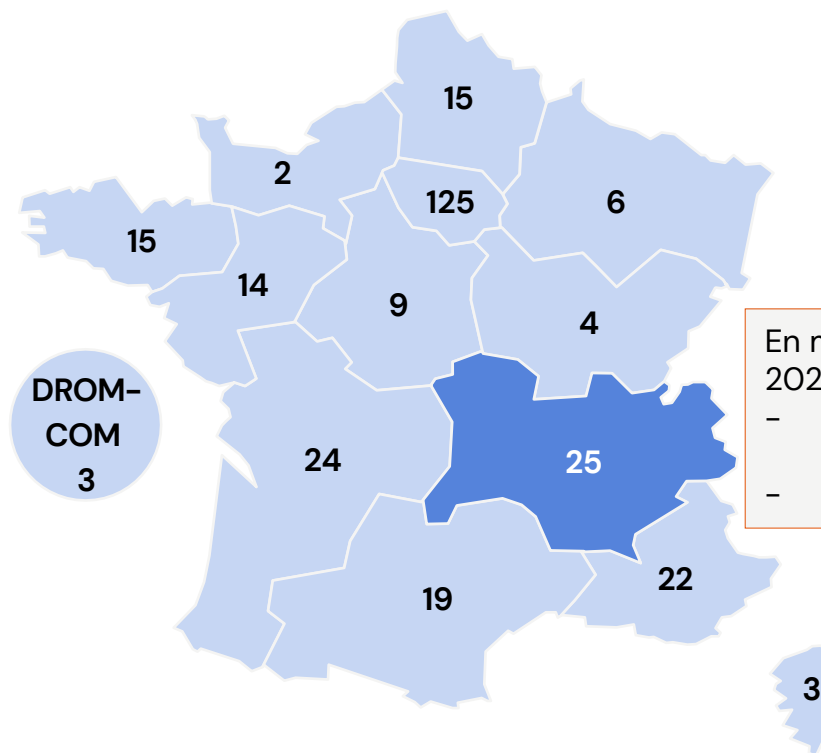
MONTANTS INVESTIS  
(EN M€)



En moyenne, par région, en 2023 :

- 123 M€ investis dans de nouvelles entreprises
- 59 M€, hors IdF

NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES



En moyenne, par région, en 2023 :

- 20 nouvelles entreprises accompagnées ;
- 12 entreprises, hors IdF

\* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



# Évolution des investissements en nombre d'entreprises

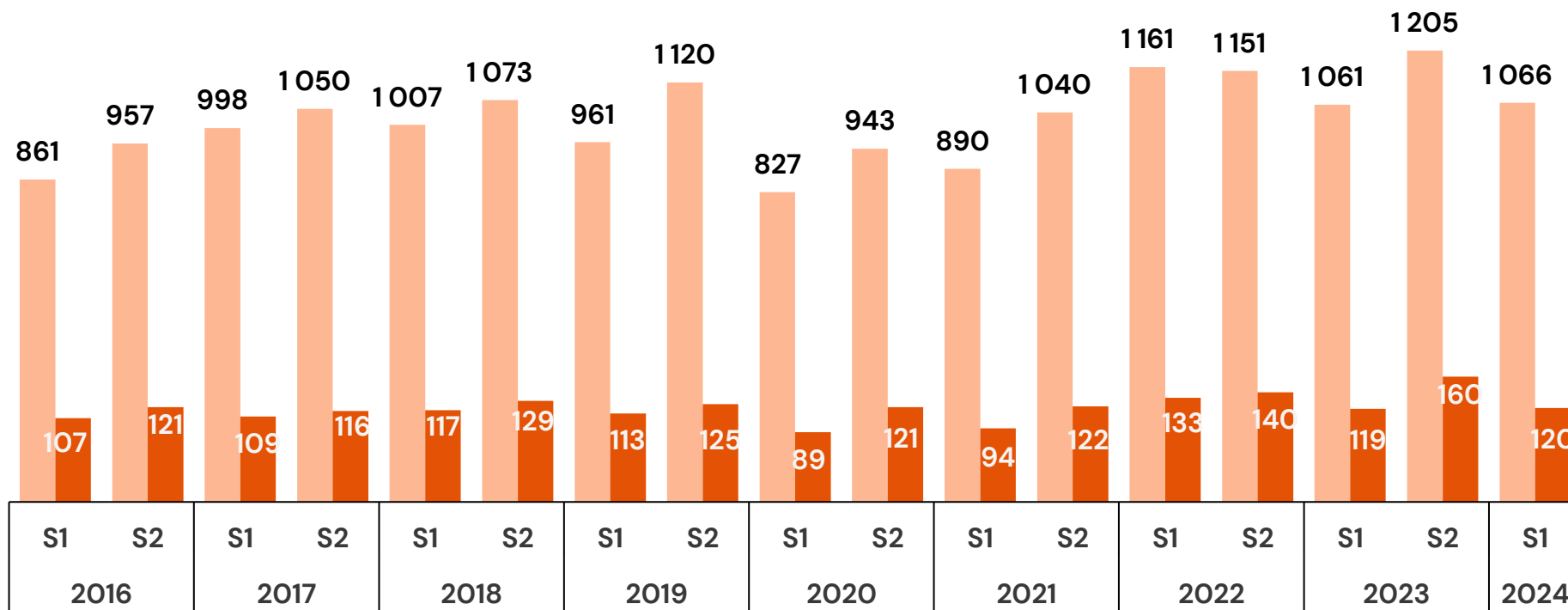
## en Auvergne-Rhône-Alpes

La région AURA enregistre un important volume d'activité au S1 2024. Le nombre d'entreprises accompagnées est en ligne avec la moyenne historique (120 entreprises).

- En nombre d'entreprises accompagnées -

- France
- AURA

Moyenne semestrielle  
S1 2016 – S2 2023  
en AURA  
120 entreprises





# Évolution des montants investis

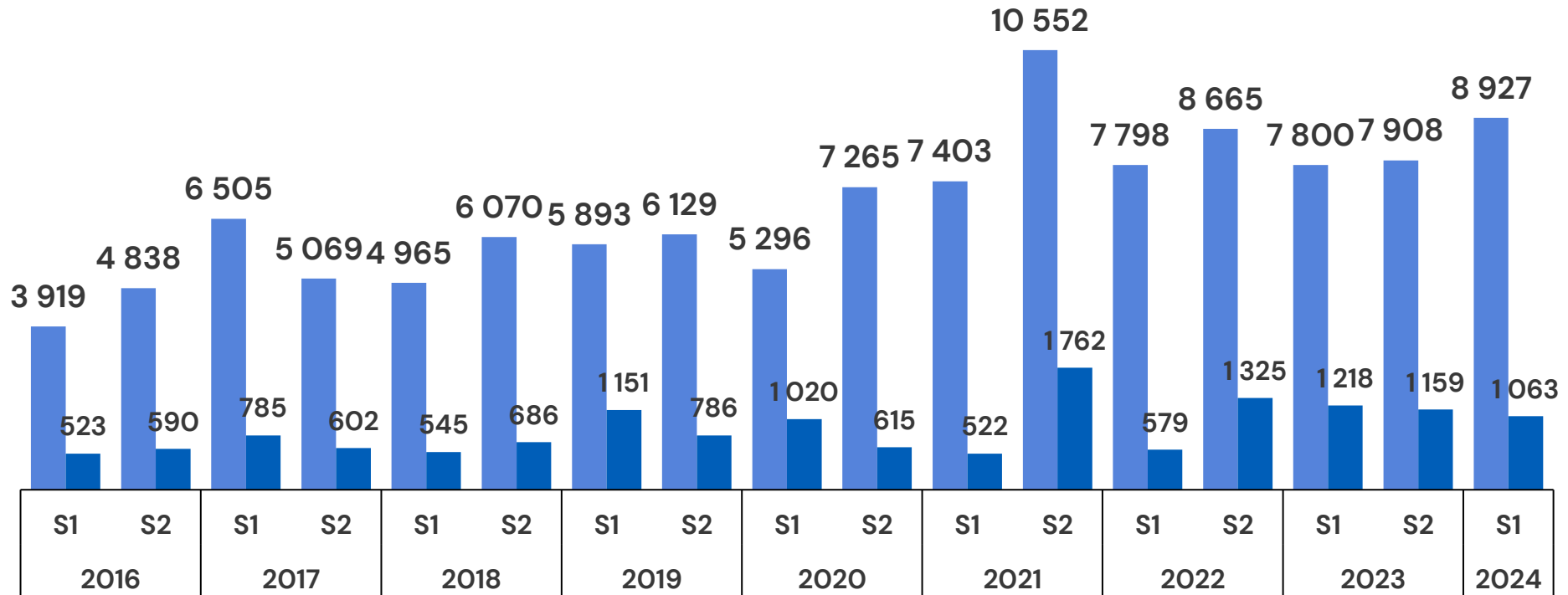
## en Auvergne-Rhône-Alpes

Bien qu'en recul par rapport au S1 2023 (- 13 %), les montants investis au S1 2024 se maintiennent à un niveau soutenu, au-dessus de la moyenne historique (1 063 M€ au S1 2024 vs 867 M€ entre le S1 2016 et le S2 2023).

- En montants investis (M€) -

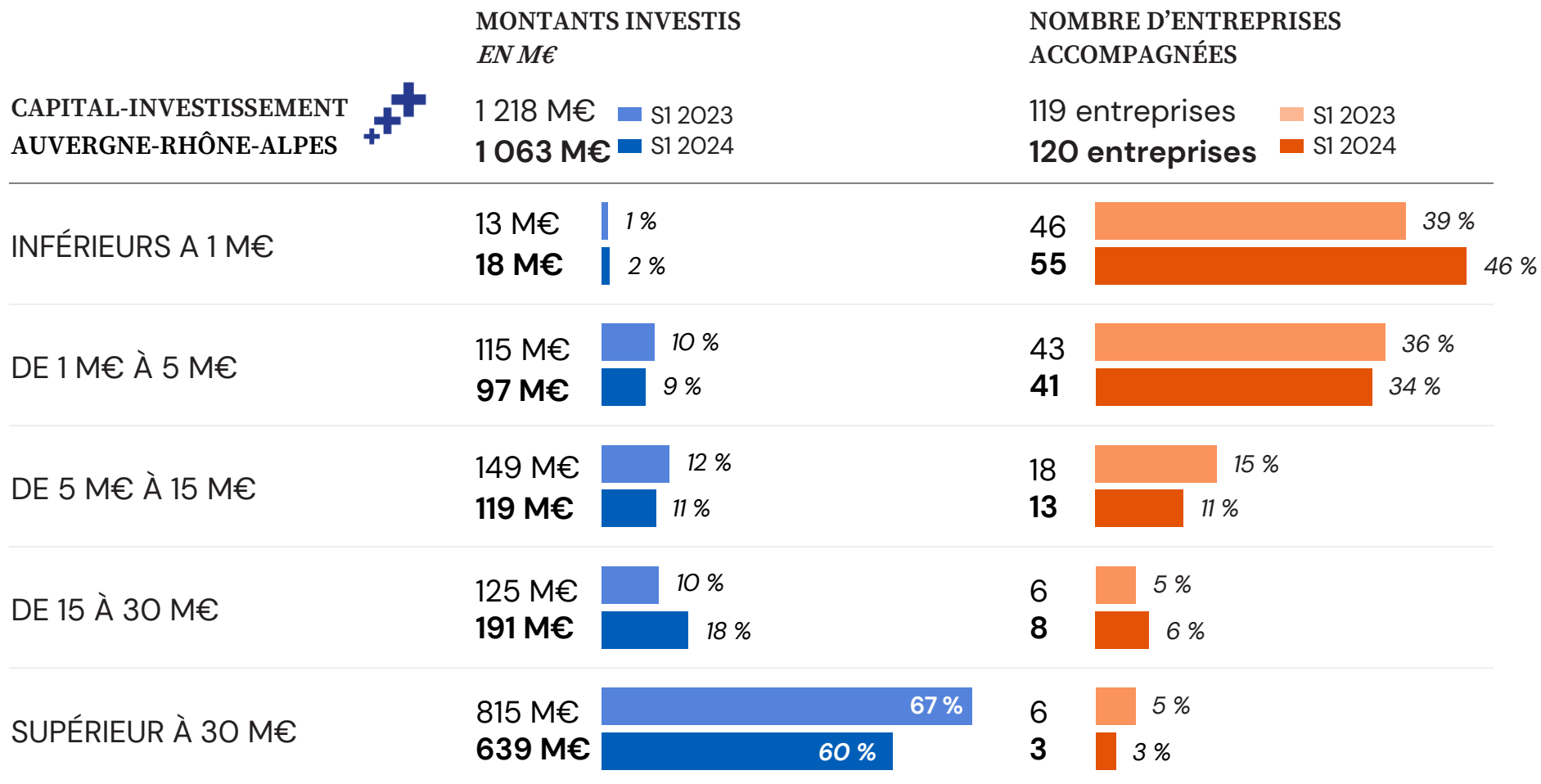
- France
- AURA

Moyenne semestrielle  
S1 2016 – S2 2023  
en AURA  
867 M€



# Évolution des investissements par taille de ticket

Au S1 2024, le nombre d'entreprises accompagnées en région Auvergne-Rhône-Alpes augmente sur les tickets inférieurs à 5 M€ (96 entreprises vs. 89 au S1 2023).



# Évolution des investissements par secteurs

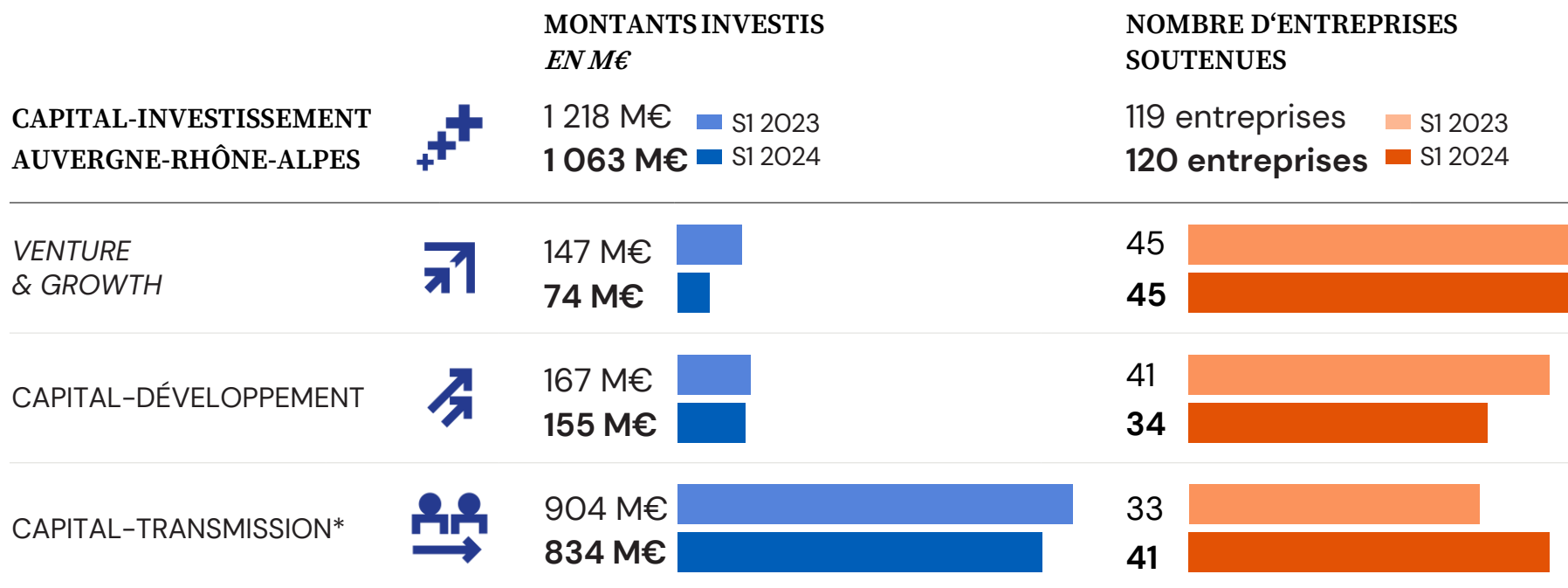
Le numérique, l'industrie et la santé concentrent 85 % des montants investis et 70 % des opérations réalisées.

CAPITAL-INVESTISSEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		MONTANTS INVESTIS <i>EN M€</i>		NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES	
		1 063 M€		120 ENTREPRISES	
NUMÉRIQUE		594 M€	56 %	14	12 %
BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS		199 M€	19 %	49	41 %
MÉDICAL   PHARMA & BIOTECHNOLOGIES		108 M€	10 %	20	17 %
BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION		95 M€	9 %	18	15 %
AUTRES SECTEURS		39 M€	3 %	17	14 %
TÉLÉCOMMUNICATIONS & COMMUNICATIONS		29 M€	3 %	2	1 %

Impact d'une opération de grande taille en hachuré

# Évolution des investissements par segments

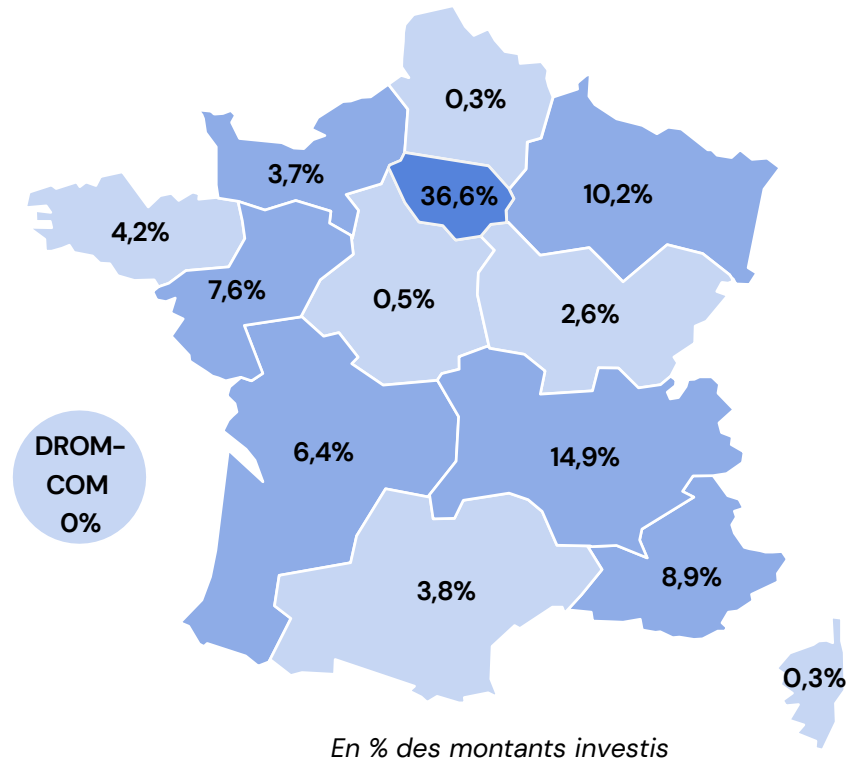
Malgré la baisse des montants investis, le nombre d'opérations réalisées en région Auvergne-Rhône-Alpes sur le segment du *Venture & Growth* reste stable.



\* Le capital-retournement est compris dans le capital-transmission.

Des Business Angels présents sur tout le territoire national\*.

7,4 M€ investis en région  
Auvergne-Rhône-Alpes  
directement dans 77 entreprises  
par les Business Angels en 2023



\* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



Étude

IN France x France Invest

---

Impact territorial du capital-  
investissement français





# Impact territorial : méthodologie

Dans sa volonté permanente de mesurer le poids économique et social des acteurs du capital-investissement français, France Invest a demandé à IN France de réaliser une étude sur l'impact territorial de notre profession. L'association remercie Eiffel Investment Group pour sa mise en relation avec IN France.

- IN France a réalisé une analyse de l'impact territorial des sociétés accompagnées par les membres de France Invest à fin 2022. Pour assurer la meilleure couverture possible, les données utilisées sont celles de l'année fiscale 2021.
- IN France est une filiale du groupe Societe.com qui est spécialiste dans la mesure et veille d'impact territorial des entreprises en France. Elle utilise des données certifiées afin de produire des constats fiables sur les effets directs, indirects et induits de l'activité économique des entreprises sur leur territoire.
- Dans le cadre de l'étude, IN France a identifié 7 262 unités légales actives en France en 2021 ayant reçu un investissement d'un membre de France Invest. Sur cette base, 24 911 établissements actifs sur la même période rattachée à ces unités légales ainsi que leur effectif salarié via la tranche effectif du répertoire SIRENE ont été identifiés.
- De ces 7 262 unités légales, IN France a pu extraire du Registre National des Entreprises 4 832 comptes de résultats pour l'année 2021. Une extrapolation linéaire a été réalisée pour le reste des unités légales selon le secteur et l'effectif salarié des unités légales sans chiffre d'affaires.
- Pour mieux comprendre le réel impact des entreprises sur les territoires, IN France a utilisé la méthodologie « IPV » développée en interne permettant de ventiler l'ensemble des liasses fiscales selon le % des effectifs salariés de leurs établissements. Ces données ont été récupérées via la tranche effectif du répertoire SIRENE.

\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



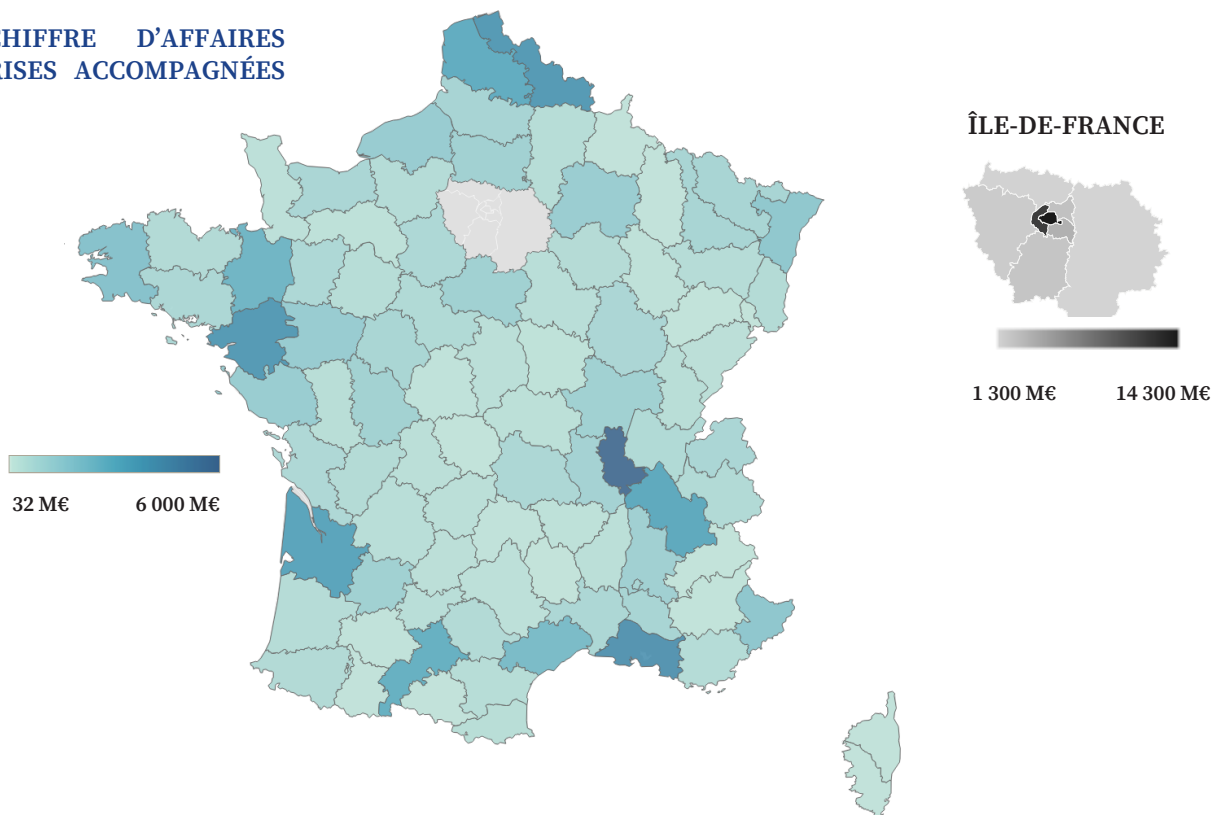


# Impact territorial : vision nationale

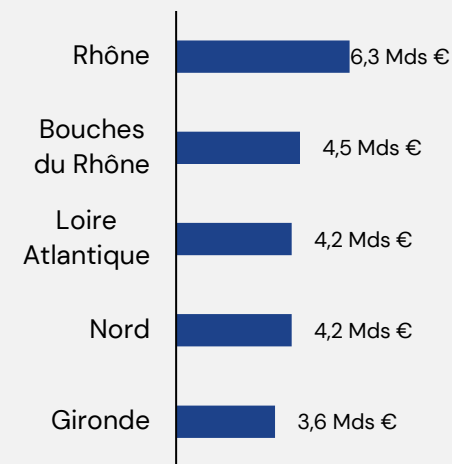
La carte ci-dessous montre la ventilation du chiffre d'affaires des établissements de chaque entreprise sur le territoire français.

L'activité des entreprises accompagnés par des fonds de capital-investissement se répartit sur l'ensemble du territoire avec une concentration plus importante près des grandes métropoles. Le chiffre d'affaires total de l'échantillon analysé est de 121 Mds € dont 82 Mds€ hors Île-de-France.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR DÉPARTEMENT\*  
- HORS ÎLE-DE-FRANCE -



TOP 5 DES DÉPARTEMENTS PAR CHIFFRES D'AFFAIRES  
(HORS DÉPARTEMENTS DE L'ÎLE-DE-FRANCE) :

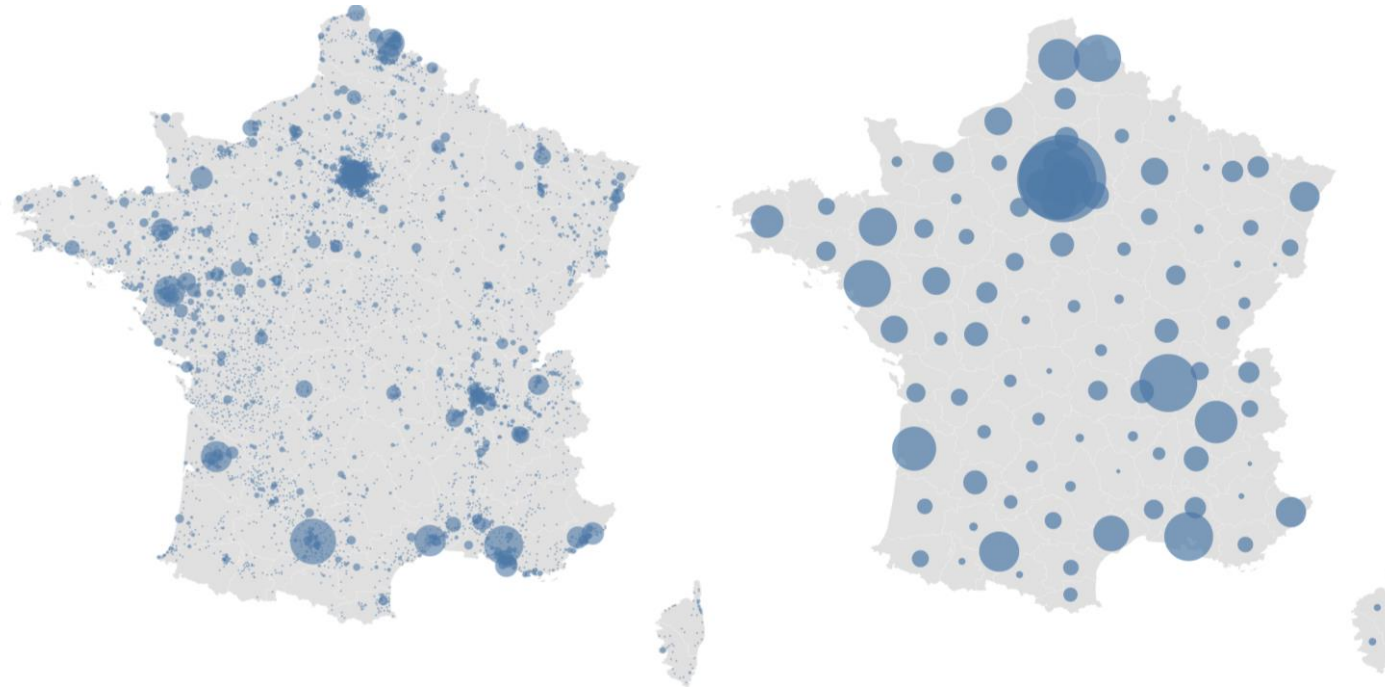


\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse porte sur une unité légale par entreprise et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



# Impact territorial : répartition des chiffres d'affaires par département et par commune

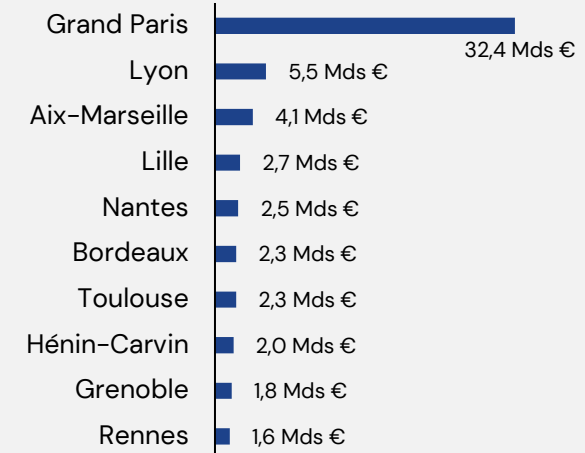
En plus des volumes d'activité importants dans les grandes agglomérations, la carte ci-dessous montre le dynamisme de l'activité près des agglomérations de taille moyenne.



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR COMMUNE\*

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR DÉPARTEMENT

## TOP 10 DES CHIFFRES D'AFFAIRES PAR INTERCOMMUNALITÉS :



L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

\*Une commune correspond à un code commune de l'INSEE et donc pas à une ville (particulièrement pour Paris, Lyon et Marseille pour lesquels il s'agit du chiffre d'affaires par arrondissement).

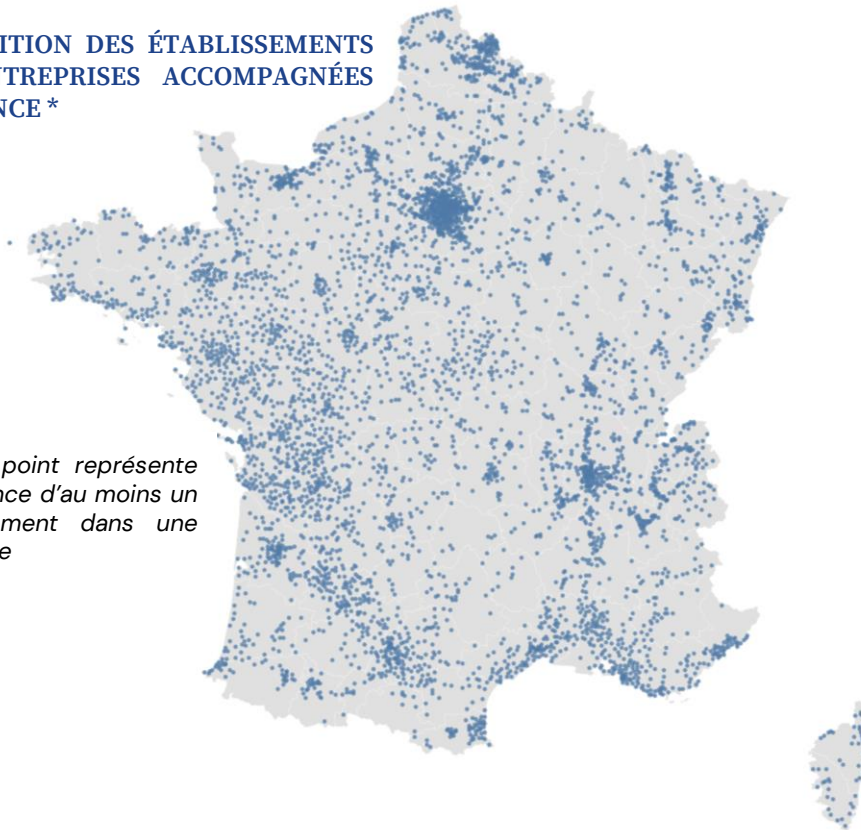


# Impact territorial : présence sur le territoire national

Bien que les sièges sociaux des entreprises accompagnées par le capital-investissement français soient principalement présents dans les grandes agglomérations, ces entreprises disposent d'établissements répartis sur l'ensemble du territoire.

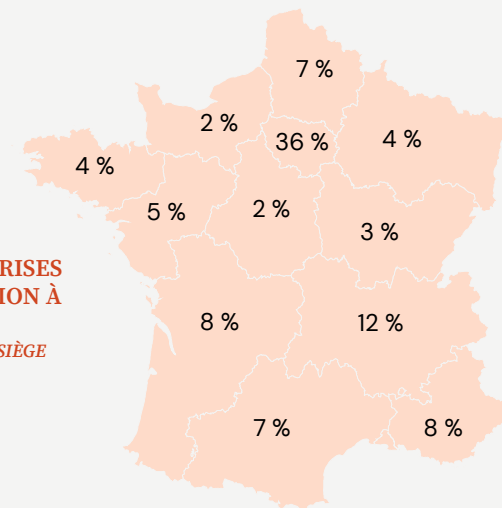
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES EN FRANCE \*

Chaque point représente la présence d'au moins un établissement dans une commune



Les données issues de l'étude sur la croissance et la création d'emplois réalisées par France Invest et EY montrent la forte concentration des sièges sociaux près des grandes agglomérations

NOMBRE D'ENTREPRISES DANS CHAQUE RÉGION À FIN 2022 (SELON LOCALISATION SIÈGE SOCIAL)



France Invest x EY

\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

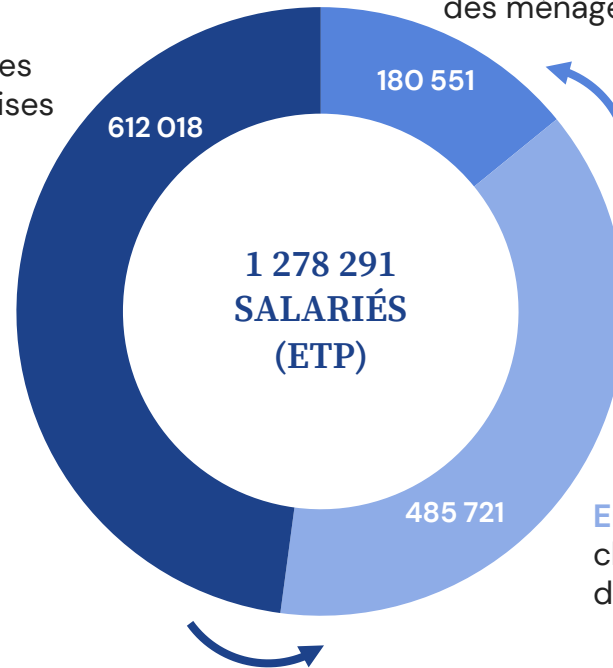


# Impact territorial : emplois

Les entités analysées dans l'étude comptaient 612 018 salariés à fin 2021 (pour 121 281 M€ de CA).  
Les effets indirects et induits de ces entreprises, c'est-à-dire les emplois chez les fournisseurs ou générés par la consommation des ménages, portent l'emploi à 1 278 291 postes.

**Emplois directs** : emplois des établissements des entreprises analysées dans l'étude

**Emplois induits** : emplois générés par la consommation des ménages



**Emplois indirects** : emplois générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises

1 emploi dans une entreprise accompagnée par un acteur français du capital-investissement génère indirectement et de manière induite 1,1 emplois

\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



# Impact territorial : fiscalité

Les entités analysées dans l'étude contribuaient directement à hauteur de 2 758 M€ en taxes et impôts à fin 2021, pour 121 281 M€ de CA. Les effets indirects et induits portaient la fiscalité à 10 295 M€.

121 281 Md€ de CA pour les entreprises accompagnées par des fonds de capital-investissement

**Fiscalité directe** : fiscalité des établissements des entreprises analysées dans l'étude

**Fiscalité induite** : fiscalité générée par la consommation des ménages



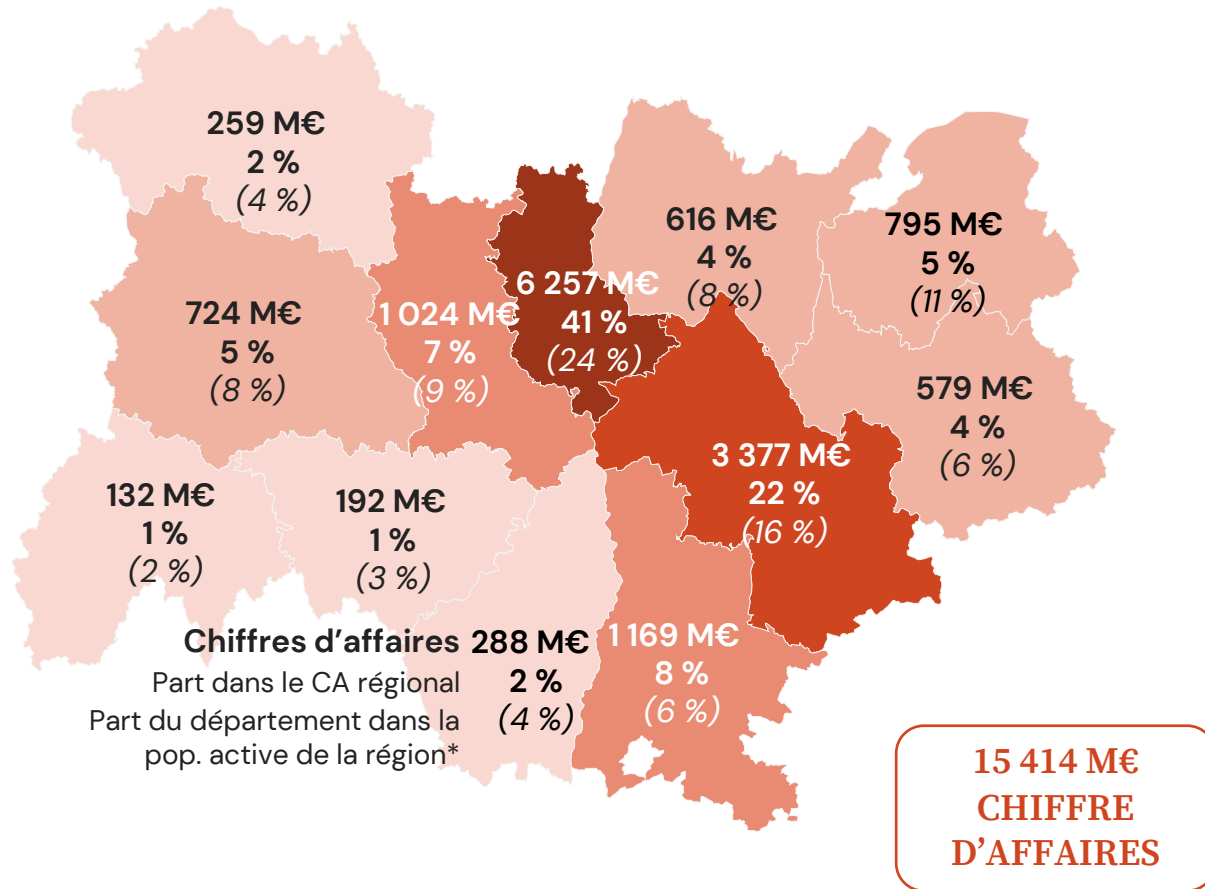
**Fiscalité indirecte** : fiscalité générée chez les fournisseurs de chacune des entreprises

1 € de chiffre d'affaires effectué chez une de ces entreprises en 2021 génère 8,4cts de fiscalité nationale en France.

\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



# Impact territorial en région Auvergne-Rhône-Alpes : chiffres d'affaires



La carte ci-contre montre la répartition par département du chiffre d'affaires cumulé en 2021 des établissements d'entreprises accompagnées par des membres de France Invest à fin 2022 en valeur absolue et en pourcentage dans la région ainsi que la part du département dans la population active de la région.

Le Rhône et l'Isère sont les départements qui concentrent le plus d'activité, suivi de la Loire et de la Drôme.

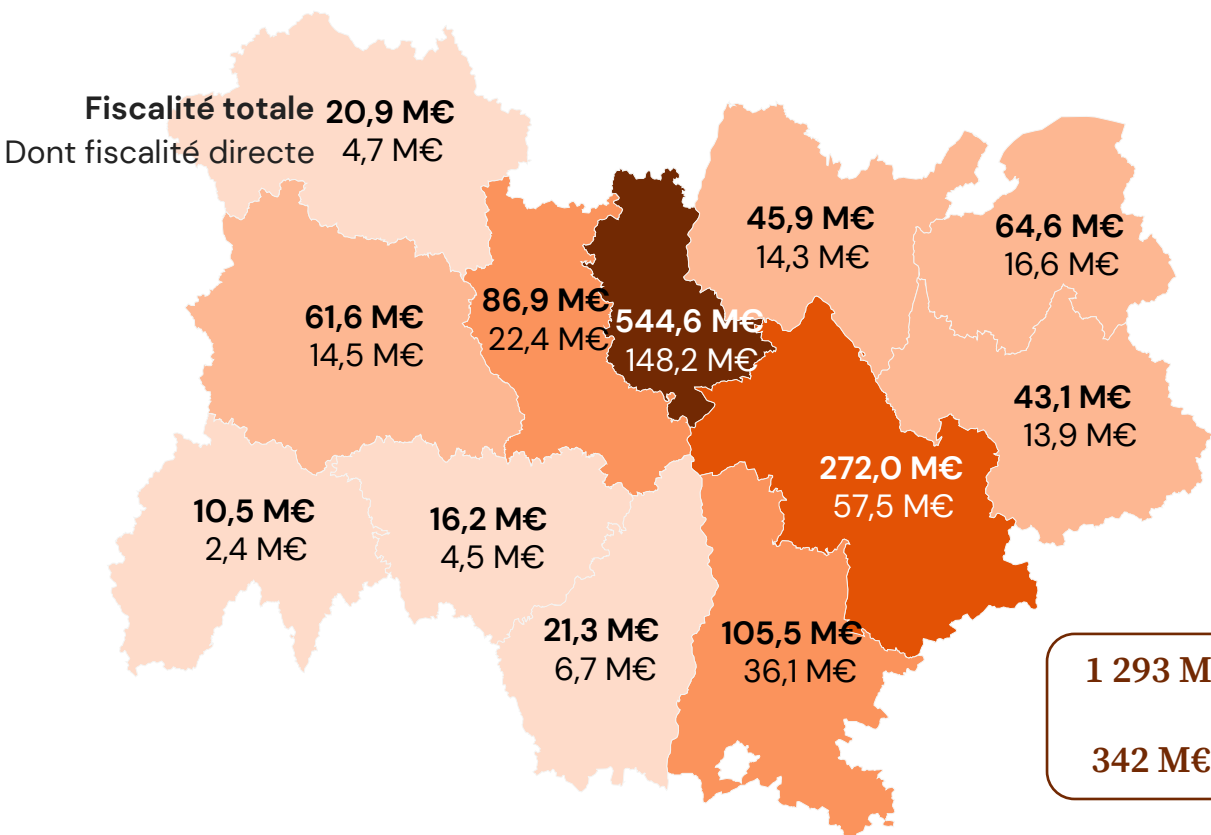
L'activité se concentre notamment autour d'agglomérations de grande taille (Lyon, Grenoble, Saint-Etienne) et de taille moins importante (L'Isle-d'Abeau, Clermont-Ferrand, Valence).

Le chiffre d'affaires au niveau de la région à l'export est de 24%.

Le chiffre d'affaires est ventilé selon les effectifs de chaque établissement à partir de la méthode IPV (Identifier, Pondérer, Ventiler) développée par IN France.  
 \*La part du département dans la population active de la région vise à quantifier le poids économique du département.



# Impact territorial en région Auvergne-Rhône-Alpes : fiscalité



1 € de chiffre d'affaires effectué chez une de ces entreprises en région Auvergne-Rhône-Alpes en 2021 génère 8,4 cts de fiscalité nationale en France.

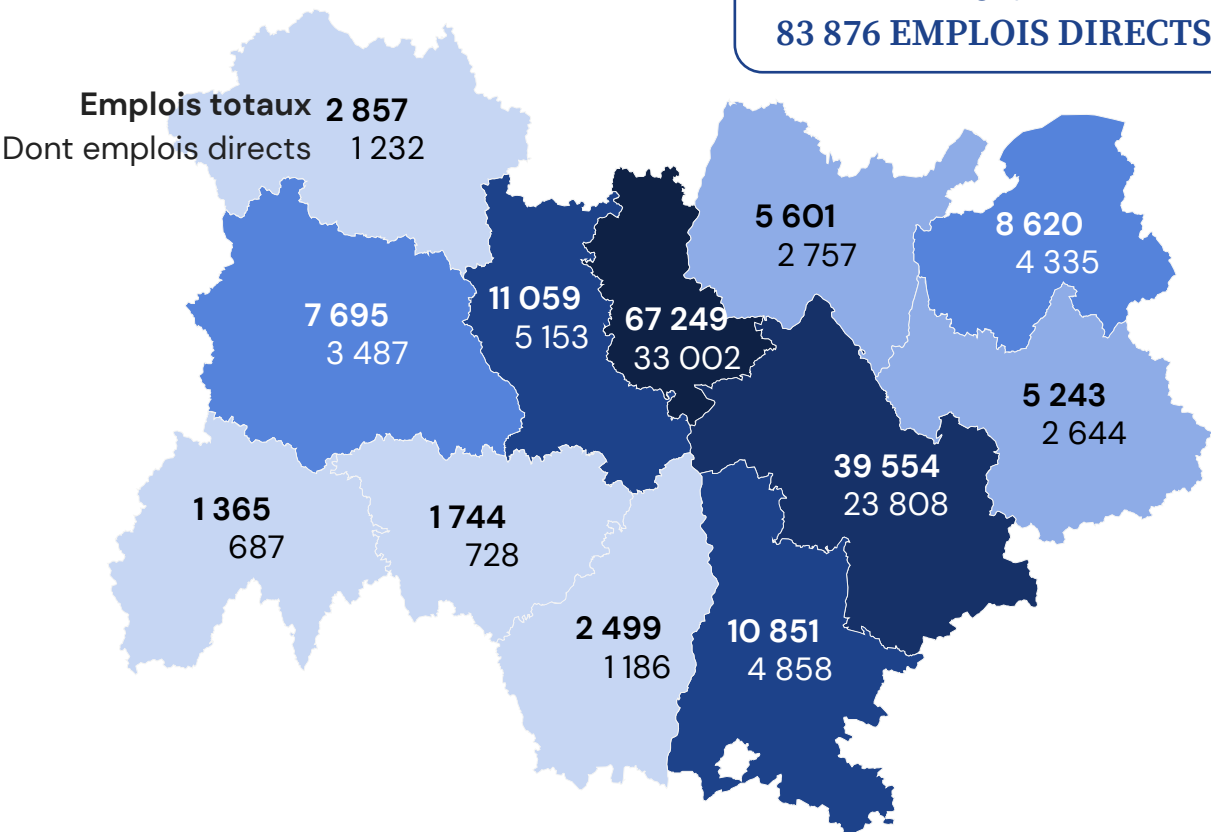
**Fiscalité totale** : ensemble de la fiscalité générée par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)  
**Fiscalité directe** : fiscalité de l'établissement, rattachée au département de ce dernier  
**Fiscalité induite** : effets générés par la consommation des ménages  
**Fiscalité indirecte** : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises





# Impact territorial en région Auvergne-Rhône-Alpes : emploi

164 328 EMPLOIS TOTAUX  
DONT  
83 876 EMPLOIS DIRECTS



Dans les départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les emplois indirects et induits des entreprises accompagnées sont en moyenne légèrement moins nombreux que les emplois directs.

**Emplois totaux** : ensemble des emplois générés par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)  
**Emplois directs** : emplois de l'établissement, rattachés au département de ce dernier  
**Emplois induits** : effets générés par la consommation des ménages  
**Emplois indirects** : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises